

**MAPL**

**MUSIQUES ACTUELLES AU PAYS DE LORIENT**

**Siège social : Face B, Lorient La Base**

**N° 1 Terre Plein du Sous Marin Flore**

**56100 LORIENT**

RCS LORIENT 409 187 085

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

✧ ✧ ✧

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**



AUDIT



JURIDIQUE



AUDIT  
PATRIMONIAL



COMPTABILITÉ



CONSEIL



CRÉATION - REPRISE  
D'ENTREPRISE



SOCIAL

**MAPL**

**MUSIQUES ACTUELLES AU PAYS DE LORIENT**

Siège social : Face B, Lorient La Base  
N° 1 Terre Plein du Sous Marin Flore  
**56100 LORIENT**

RCS LORIENT 409 187 085

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**



AUDIT



JURIDIQUE



AUDIT  
PATRIMONIAL



COMPTABILITÉ



CONSEIL



CRÉATION - REPRISE  
D'ENTREPRISE



SOCIAL

**MAPL**  
**MUSIQUE D'AUJOURD'HUI AU PAYS DE LORIENT**

Siège social : Face B, Lorient La Base  
N°1 Terre Plein du Sous Marin  
56100 LORIENT

RCS LORIENT 409 187 085

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS AU 31/12/2023**

À Membres de l'Association,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MAPL relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importants auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne le montant des subventions à recevoir.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.  
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A VANNES, le 28 mai 2024



Le Commissaire aux comptes  
**SC CONSEILS**  
Jean-Michel SAVARY



## Bilan ANC N° 2018-06

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Concessions, brevets et droits assimilés	10 811,70	5 663,14	5 148,56	5 334,89
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Installations techniques, matériel et outillage	220 081,48	88 802,21	131 279,27	167 042,38
Autres immobilisations corporelles	70 307,21	46 348,67	23 958,54	32 243,99
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	2 518,30		2 518,30	2 518,30
<b>Total I</b>	<b>303 718,69</b>	<b>140 814,02</b>	<b>162 904,67</b>	<b>207 139,56</b>
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Marchandises	1 124,87		1 124,87	4 712,78
Créances				
Usagers et comptes rattachés	1 696,75		1 696,75	21 987,72
Autres créances	9 335,79		9 335,79	87 245,42
Divers				
Disponibilités	159 036,79		159 036,79	36 700,69
Charges constatées d'avance	1 756,76		1 756,76	7 173,00
<b>Total II</b>	<b>172 950,96</b>		<b>172 950,96</b>	<b>157 819,61</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>476 669,65</b>	<b>140 814,02</b>	<b>335 855,63</b>	<b>364 959,17</b>

**Jean Michel SAVARY**  
 Elément des comptes annuels  
 visés au présent rapport

## Bilan ANC N° 2018-06

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	63 913,32	63 913,32
Réserves pour projet de l'entité	63 913,32	63 913,32
Report à nouveau	-248 596,31	-52 516,24
Excédent ou déficit de l'exercice	25 764,70	-196 080,07
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>-158 918,29</b>	<b>-184 682,99</b>
Subventions d'investissement	115 920,00	146 160,00
<b>Total I</b>	<b>-42 998,29</b>	<b>-38 522,99</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	26 447,00	10 708,00
<b>Total II</b>	<b>26 447,00</b>	<b>10 708,00</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	51 171,62	
Provisions pour charges	84 797,90	95 937,00
<b>Total III</b>	<b>135 969,52</b>	<b>95 937,00</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
<b>Total IV</b>	<b>216 437,40</b>	<b>296 837,16</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>335 855,63</b>	<b>364 959,17</b>

**Jean Michel SAVARY**  
 Elément des comptes annuels  
 visés au présent rapport

## CDR ANC N°2018-06

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	5 096,50	4 133,00
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>193 042,78</b>	<b>406 063,73</b>
Ventes de biens	56 093,50	109 887,58
Ventes de prestations services	136 949,28	296 176,15
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>1 037 511,90</b>	<b>1 053 792,92</b>
Concours publics et subventions d'exploitation	1 022 511,90	1 038 792,92
Ressources liées à la générosité du public	15 000,00	15 000,00
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	63 132,84	33 002,73
Utilisation des fonds dédiés	10 708,00	40 837,00
Autres produits	921,26	634,43
<b>Total I</b>	<b>1 310 413,28</b>	<b>1 538 463,81</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	22 008,66	56 724,71
Variations de stock	3 587,91	-2 225,77
Autres achats et charges externes	386 952,18	741 359,71
Impôts, taxes et versements assimilés	26 296,06	32 424,66
Salaires et traitements	506 570,18	565 886,38
Charges sociales	187 282,73	225 446,44
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	44 234,89	16 937,62
Dotations aux provisions	59 880,52	
Reports en fonds dédiés	26 447,00	10 708,00
Autres charges	52 772,21	89 752,69
<b>Total II</b>	<b>1 316 032,34</b>	<b>1 737 014,44</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-5 619,06</b>	<b>-198 550,63</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	1 042,21	660,37
<b>Total III</b>	<b>1 042,21</b>	<b>660,37</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilés	45,83	
<b>Total IV</b>	<b>45,83</b>	
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>996,38</b>	<b>660,37</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-4 622,68</b>	<b>-197 890,26</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	3 263,22	28 605,33
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	30 240,00	5 040,00
<b>Total V</b>	<b>33 503,22</b>	<b>33 645,33</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	1 837,84	10 184,33
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions	1 278,00	21 650,81
<b>Total VI</b>	<b>3 115,84</b>	<b>31 835,14</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>30 387,38</b>	<b>1 810,19</b>
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>1 344 958,71</b>	<b>1 572 769,51</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>1 319 194,01</b>	<b>1 768 849,58</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>25 764,70</b>	<b>-196 080,07</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		



## CDR ANC N°2018-06

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
TOTAL		

**Jean Michel SAVARY**  
Elément des comptes annuels  
visés au présent rapport

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : MAPL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 335 856 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 25 765 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 20/03/2024 par les dirigeants de l'association.

**Jean Michel SAVARY**  
Elément des comptes annuels  
visés au présent rapport

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## Règles et méthodes comptables

### Créances

---

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Jean Michel SAVARY**  
Elément des comptes annuels  
visés au présent rapport

### Provisions

---

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

---

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

---

2 litiges prud'homaux ont été relancés par des anciens salariés.

1er litige :

La personne ayant eu gain de cause sur une partie de sa demande en 1ère instance, il a été décidé de provisionner dans les comptes un montant de 51 171.62 €.

2ème litige :

**Jean Michel SAVARY**  
Elément des comptes annuels  
visés au présent rapport

La personne ayant perdu en 1ère instance, sa demande à hauteur de 60 148.38 € n'a pas fait l'objet d'une provision.

IFC :

La méthode retenue est la méthode rétrospective des unités de crédits projetées (PBO).

- Taux d'actualisation : 2 %
- Revalorisation des salaires : 1 %
- Charges patronales non cadres : 44 %
- Charges patronales cadres : 50 %
- Turn-over faible

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 812			10 812
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>10 812</b>			<b>10 812</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	220 081			220 081
- Installations générales, agencements aménagements divers	17 096			17 096
- Matériel de transport	2 398			2 398
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	50 813			50 813
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>290 389</b>			<b>290 389</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	2 518			2 518
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>2 518</b>			<b>2 518</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>303 719</b>			<b>303 719</b>

**Jean Michel SAVARY**  
 Elément des comptes annuels  
 visés au présent rapport



## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 477	186		5 663
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>5 477</b>	<b>186</b>		<b>5 663</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	53 039	35 763		88 802
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 466	2 107		5 573
- Matériel de transport	2 398			2 398
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	32 199	6 179		38 378
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>91 102</b>	<b>44 049</b>		<b>135 151</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>96 579</b>	<b>44 235</b>		<b>140 814</b>

**Jean Michel SAVARY**  
 Elément des comptes annuels  
 visés au présent rapport

## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 12 789 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 697	1 697	
Autres	9 336	9 336	
Charges constatées d'avance	1 757	1 757	
<b>Total</b>	<b>12 789</b>	<b>12 789</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

**Jean Michel SAVARY**  
 Elément des comptes annuels  
 visés au présent rapport

## Produits à recevoir

	Montant
ORG SOCIAUX A RECEVOIR	1 616
<b>Total</b>	<b>1 616</b>

## Notes sur le bilan

## Provisions

## Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					51 172
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	95 937				76 089
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					8 709
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>Total</b>	<b>95 937</b>				<b>135 970</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		59 881	19 848		
Financières					
Exceptionnelles					

**Jean Michel SAVARY**  
 Elément des comptes annuels  
 visés au présent rapport

100-443887-100

## Notes sur le bilan

## Dettes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 216 437 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	4 817	4 817		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	50 000	50 000		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 649	42 649		
Dettes fiscales et sociales	105 410	105 410		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	10 561	10 561		
Produits constatés d'avance	3 000	3 000		
<b>Total</b>	<b>216 437</b>	<b>216 437</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	-50 000			
(**) Dont envers les associés				

**Jean Michel SAVARY**  
Elément des comptes annuels  
visés au présent rapport

## Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES A RECEVOIR	14 044
Dettes pour congés payés RTT régulier	27 731
Personnel - Modulation	1 476
Autres charges à payer	27 000
Charges sociales sur congés payés	12 613
Autres charges à payer	8 100
Formation continue Intermittents AF	1 740
charges à payer	8 466
<b>Total</b>	<b>101 170</b>



## Notes sur le bilan

## Comptes de régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 757	<b>Jean Michel SAVARY</b> Elément des comptes annuels visés au présent rapport	
<b>Total</b>	<b>1 757</b>		

## Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	3 000		
<b>Total</b>	<b>3 000</b>		

## Suivi des fonds dédiés

	A l'ouverture de l' exercice	Reports  A	Utilisations  Montant global B	Utilisations  Dont rembours.	Transferts  C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
actions culturelles		3 209,00				3 209,00	
Prod Mutualisé "A"		7 499,00				7 499,00	
<b>Sous total</b>		<b>10 708,00</b>				<b>10 708,00</b>	
<b>Jean Michel SAVARY</b> Elément des comptes annuels visés au présent rapport							
<b>TOTAL</b>		<b>10 708,00</b>				<b>10 708,00</b>	

**MAPL**

**MUSIQUES ACTUELLES AU PAYS DE LORIENT**

**Siège social : Face B, Lorient La Base  
N° 1 Terre Plein du Sous Marin Flore  
56100 LORIENT**

RCS LORIENT 409 187 085

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**



AUDIT



JURIDIQUE



AUDIT  
PATRIMONIAL



COMPTABILITÉ



CONSEIL



CRÉATION - REPRISE  
D'ENTREPRISE



SOCIAL

**MAPL**  
**MUSIQUES D'AUJOURD'HUI AU PAYS DE LORIENT**

Siège social : Face B, Lorient La Base  
N° 1 Terre Plein du Sous Marin Flore  
56100 LORIENT

RCS LORIENT 409 187 085

---

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE  
CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

Aux membres de l'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

A Vannes, le 28 mai 2023



Le Commissaire aux comptes  
**SC CONSEILS**  
Jean-Michel SAVARY